

Samedi 4 septembre 2010

une interview intéressante de Jean Louis Borloo

Pour la première fois, je fais figurer sur ce blog l'interview d'un responsable politique national, Jean-Louis Borloo. Ses réponses me paraissent pertinentes, et une belle réponse à la naïveté et à la démagogie de certains, aux raisonnements simplistes et brutaux des autres.



Jean-Louis Borloo à Argenteuil, il y a un an

Le Figaro Magazine - La polémique sur la fermeture des campements illégaux et les expulsions de Roms a pris une ampleur considérable en France. Vous ne vous êtes pas encore exprimé sur ce sujet. Qu'en pensez-vous ?

Jean-Louis Borloo - Il s'agit d'un sujet délicat et difficile, à traiter bien évidemment avec la plus grande humanité, qui ne concerne pas moins de six pays européens et qui nécessite l'implication de l'Europe. Quelle est la situation ? Tout le monde reconnaît qu'il existe un problème, la multiplication de camps insalubres, invivables, illégaux et où les Roms vivent dans des conditions absolument intolérables, notamment pour les enfants. C'est un problème que connaissent tous les maires de France, de droite comme de gauche. Il s'agit d'appliquer des décisions de justice prises à la requête de propriétaires publics - souvent des municipalités - ou privés. Ces décisions de justice peuvent ordonner l'évacuation avec le concours de la force publique. Tous les démantèlements se sont faits sur décisions de justice, susceptibles de recours, à la demande de propriétaires légitimes. D'ailleurs, certains recours aboutissent. C'est la preuve qu'au-delà des commentaires faciles, la France est un Etat de droit.

Comprenez-vous l'émotion suscitée par les images d'évacuation de ces camps ?

Mais qu'est-ce qui est le plus humain ? Laisser les campements se réinstaller quelques kilomètres plus loin, au risque de créer de nouveaux Sangatte, même si ce n'est pas le même phénomène ? Ou appliquer ce qu'on appelle l'aide au retour humanitaire, avec accueil, suivi social et réinsertion dans le pays d'origine, en accord avec celui-ci. C'est une procédure qui avait été mise en place par le ministère de la Cohésion sociale et saluée en son temps. Y a-t-il une proposition alternative ? Le problème, ce ne sont pas les Roms, qui sont européens, mais les camps insalubres et illégaux. La France a soutenu l'entrée de la Roumanie dans l'Europe et des fonds importants ont été attribués à ce pays, notamment pour l'amélioration de l'insertion des Roms. J'ai été choqué par nombre de commentaires faciles, approximatifs, faits d'amalgames, alors que sur des sujets aussi humains et sensibles, la vérité exige la précision.

Comment avez-vous compris la phrase du pape Benoît XVI, qui a déclaré qu'il fallait « savoir accueillir les légitimes diversités humaines » ?

Je ne pense pas qu'une autorité morale quelle qu'elle soit soutienne le maintien de camps insalubres et illégaux, où il ne peut y avoir de projet de vie. La France accueille 180.000 personnes par an sur son territoire. Et chaque année 120.000 personnes choisissent la nationalité française. 120.000 naturalisations par an, c'est un atout pour notre pays. Mais on ne peut le faire qu'en respectant des règles strictes. La France ne peut pas rester le pays ouvert et généreux que l'on aime si elle ne fait pas respecter des règles strictes.

Trouvez-vous normal qu'un archevêque, celui de Toulouse, compare la situation des Roms avec la déportation des Juifs ?

Je ne veux pas entrer dans ces polémiques, mais certaines comparaisons n'ont pas lieu d'être. J'aimerais qu'on me trouve une meilleure formule que l'aide au retour humanitaire. Par ailleurs, il existe des lois françaises sur les aires d'accueil. Toutes les communes de plus de 5000 habitants doivent avoir de petites aires d'accueil, sécurisées, avec l'eau et l'électricité. Seule la moitié des communes françaises l'applique. Il faut appliquer la loi. Notre pays de diversité et d'accueil doit avoir des règles. Sinon ce n'est pas tenable. Quand Michel Rocard dit que la France « ne peut pas accueillir toute la misère du monde », c'est du bon sens. Quand c'est le Président...

Au-delà du cas des Roms, c'est l'accent mis par Nicolas Sarkozy cet été sur la sécurité qui a soulevé la polémique...

Il faut relire le discours de Grenoble, là aussi, plutôt que faire des commentaires. Que dit-il ? La délinquance a diminué dans notre pays, mais elle a changé de forme. On a à faire face maintenant à quelques dizaines d'individus hors de toutes les règles sociales et républicaines dans certaines agglomérations. A Grenoble, les policiers ont été menacés de mort. Les policiers et les gendarmes font un métier difficile et dangereux pour assurer la sécurité de nos concitoyens et de leurs enfants. L'an dernier, 24 d'entre eux sont morts dans l'exercice de leur fonction et 13.200 ont été blessés. Que le président de la République, avec son ministre de l'Intérieur, prenne ce sujet à bras-le-corps, me paraît quand même la moindre des choses.

Faut-il aller jusqu'à évoquer la déchéance de la nationalité pour les délinquants multirécidivistes ?

La déchéance de la nationalité existe déjà. Je l'ai moi-même appliquée ! C'était au ministère de la Cohésion sociale quand un individu, qui venait d'acquiescer, en plus de sa nationalité d'origine, la nationalité française, a été reconnu coupable de l'organisation de l'attentat contre le commandant Massoud. J'ai signé le décret ! A l'époque, personne n'a critiqué cette décision. Que l'application de cette mesure soit étendue dans le cadre d'un acte équivalent touchant un policier de la République me paraît légitime.

Faut-il l'appliquer pour les cas de polygamie, comme le propose le ministre de l'Intérieur ?

La déchéance de la nationalité est un acte symbolique fort. Il faut faire attention où on place le curseur et éviter les excès. Le Président et le Premier ministre trancheront, mais à mon sens il y a deux limites : la réserver à l'assassinat de policiers et de gendarmes et aux actes d'une extrême gravité, et ne pas créer de situation d'apatride. La France reste ce pays humaniste, ce pays d'accueil que l'on aime. Le président du Parti radical que je suis en est totalement convaincu, et y est très attaché. Car pour nous, le maître mot est la République.

Après trois ans au ministère de l'Ecologie, considérez-vous votre mission achevée ?

C'est un travail fascinant et continu. En trois ans, la mutation écologique de notre pays a été lancée, et elle est irréversible. Les résultats sont déjà là : hausse de 600% en deux ans de la production d'électricité photovoltaïque, hausse de 9 % de l'éolien, construction en cours de 265 kilomètres de lignes de transports urbains dans nos villes, soit plus qu'au cours des 34 dernières années, lancement de cinq nouvelles lignes de TGV, conversion de 17.000 exploitations à l'agriculture biologique... J'ajoute que grâce au Grenelle de l'environnement, 20.000 exploitants agricoles tirent déjà un revenu complémentaire des énergies renouvelables. D'ores et déjà, la France a le parc de voitures neuves le plus sobre en carbone d'Europe, et un rapport du Parlement canadien classe notre pays en tête du G8 pour ses résultats en matière d'environnement. Il y a de quoi être fier de la mutation engagée par tous les acteurs du pays et par les Français.

Votre nom est cité parmi les successeurs possibles de François Fillon...

La démocratie, ce n'est pas le jeu des pronostics. Le Président a annoncé une nouvelle étape. Il peut le faire avec la même équipe ou avec une autre. C'est lui qui choisit les hommes et les femmes qu'il estime être le plus en harmonie avec lui et capables de mettre en place cette nouvelle étape en s'appuyant sur les réformes conduites avec courage depuis 2007.

Mais à quel poste ?

J'aime les missions difficiles! J'ai follement aimé ce que j'ai fait à Valenciennes, l'agglomération la plus sinistrée d'Europe, qui avait perdu toute confiance en l'avenir. Ça a été difficile, parfois douloureux, mais tellement enthousiasmant. On m'a confié ensuite le plan de rénovation urbaine, ce plan de 40 milliards d'euros concernant 500 quartiers et qui a amélioré la vie quotidienne des plus fragiles de nos compatriotes. Ensuite, on m'a confié la lutte en faveur de la cohésion sociale. A l'époque, le chômage était à plus de 10%. Je me suis attelé à cette tâche. J'ai peut-être eu de la chance, mais enfin on a presque doublé la production de logements en France, et le chômage est passé de 10,2 à 7,2%. Ensuite il y a eu le Grenelle de l'environnement. A chaque étape, cela a été le résultat d'une méthode, concertation, mobilisation de toutes les énergies, et le travail de toute une équipe.

En quoi doit consister la nouvelle étape annoncée par le Président cet automne ?

Le monde de 2010 est très différent de celui de 2007. Et très différent de celui de 2012. La crise a failli emporter le modèle occidental - nous sommes passés très près du chaos économique et social - et nous avons pu compter sur le président de la République, président en exercice de l'Europe, ce que personne ne conteste. Mais la crise n'est pas que financière, elle est le résultat d'un déficit de compétitivité des Etats-Unis et de l'Europe. En France, des réformes inévitables et difficiles ont été menées - carte militaire et judiciaire -, et maintenant celle des retraites. De nouveaux équilibres ont été trouvés - droit de grève mais droit au transport, autonomie des universités et moyens considérables pour les campus -, et les premiers signes encourageants en matière d'emploi. Le cap doit être mis sur l'accentuation de la compétitivité, l'emploi, notamment des jeunes. Croissance et cohésion sociale sont donc les priorités, ainsi bien entendu que le déficit des comptes publics, auquel il faut s'atteler avec la plus grande fermeté. Tous nos référents économiques et sociaux sont à réinventer. C'est un sujet technique, puisqu'aucune organisation humaine ne peut vivre en déficit permanent. Mais c'est aussi un sujet moral : peut-on laisser aux générations suivantes des dettes gigantesques ? Ce n'est pas concevable.

Peut-on réduire les déficits sans augmenter les impôts ?

Pas forcément. Il y a toute une palette de choses à faire. Je crois qu'il faut aller vers une convergence de la fiscalité du travail et des revenus financiers. C'est un sujet d'équité fiscale. Il y aura un effort collectif de la nation. Mais ce sera un effort productif, généreux, pour les enfants de la nation.

Supprimer le bouclier fiscal et l'ISF, est-ce une bonne solution ?

L'effort partagé doit être frappé au coin de l'équité. Quelle solution le Président choisira-t-il après avoir écouté les idées des uns et des autres ? Je réserve les miennes au Président. Je m'exprime très peu à l'extérieur du gouvernement mais beaucoup à l'intérieur. Je préfère le débat interne riche, avec des convictions, aux idées jetées dans les médias et souvent liées à une posture.

Vous ne tenez pas, comme François Fillon, à montrer votre « différence » avec le Président ?

Moi aussi, je suis différent du Président et du Premier ministre. C'est une évidence. Heureusement qu'il y a des gens différents qui travaillent ensemble. L'important, c'est que cette différence s'exprime dans le débat interne pour l'enrichir.

Faudra-t-il en 2012 un candidat du centre à côté de Nicolas Sarkozy ?

C'est une bonne question ! Je ne crois pas aux « mécanos politiques ». Un candidat incarne un rêve et un projet de société, soutenu par des familles de pensée. Aujourd'hui, les radicaux, les démocrates chrétiens, la gauche sociale- démocrate qui ne se retrouvent pas forcément dans le PS, les écologistes modernes qui ne se retrouvent pas dans le parti écologiste français, tous ces gens-là ne se parlaient plus, n'échangeaient plus. Je veux rétablir le courant au centre, entre ces familles. Leur émiettement a deux conséquences : elles ne sont pas audibles et surtout ne rêvent pas ensemble. C'est pour cela que samedi à Lyon, à l'invitation du Parti radical, la plupart d'entre eux seront là ou représentés : les centristes de l'UMP, ceux du Nouveau Centre, les chrétiens-démocrates, les gaullistes sociaux, mais aussi La Gauche moderne, Génération Ecologie... Ils ne viennent pas pour créer une écurie Borloo, mais pour recréer cette famille de pensée et apporter cette richesse-là à la majorité. Il faut réinventer notre modèle. Il faut rebâtir les grands rêves de la France et de l'Europe. Je crois à une France compétitive, industrielle, à une France solidaire et humaniste. Le rêve européen doit aussi évoluer. Je le trouve trop figé. C'est de tout cela dont nous parlerons.

Et vous porterez les couleurs de ce mouvement en 2012 ?

Je ne le fais pas pour ça, ni pour moi. Je veux bien en être l'animateur, le porteur, le rêveur, mais pas forcément le dirigeant. Avant de savoir s'il faut un candidat, construisons. Je ne suis pas dans une logique de scission ou de division. Chacun peut rester dans son port d'attache. Je fais cela pour enrichir la majorité. Sur l'essentiel, nous sommes d'accord et nous sommes dans le même camp. Mais nous sommes différents et c'est une force.

Vous n'êtes donc pas favorable à un candidat à côté de celui de l'UMP ?

Je suis prudent car responsable. Il ne faut pas un 21 avril à l'envers, où le candidat de la droite ne serait pas qualifié pour le second tour à cause d'une multiplicité de candidatures dans son camp. Je connais cette vieille idée qui veut qu'une formation politique absente de la présidentielle n'a pas d'existence. Je ne partage pas ce point de vue. Je connais des formations politiques qui sont mortes ou sorties très affaiblies à la suite d'une élection présidentielle. Elaborons d'abord ensemble les 10 propositions, axes stratégiques d'action, qui répondent aux enjeux de notre pays et aux attentes des Français, dans un monde en mutation accélérée. Les autres questions viendront après.

Voulez-vous être l'inspirateur d'un programme pour Nicolas Sarkozy ?

Le Président, s'il est candidat, aura besoin de se nourrir aussi de nos idées et de toutes les sensibilités.

Par Philippe Métézeau

[Contact](#) - [C.G.U.](#) - [Signaler un abus](#) - [Articles les plus commentés](#)